

Entretien

«Nous avons besoin d'une connaissance minutieuse sur la contribution des Marocains du Monde»



Mohamed Ameur

- Aujourd'hui, compte tenu des enjeux et de l'urgence, les différents acteurs sont tous appelés à travailler dans un minimum de coordination et de cohérence.
- Les transferts de l'Espagne ont diminué en 2009 de plus de 20% ; c'est un pays qui a souffert et qui continue à souffrir de la crise économique.
- Le dispositif MDM Invest est inspiré du dispositif mexicain.
- Le point avec Mohamed Ameur, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la communauté des MRE.

Finances News Hebdo : On remarque que face à une multiplicité d'acteurs et de dispositifs, il existe un manque de coordination. Pourquoi, cette crise de cohérence s'est-elle installée en dépit d'un contexte de crise ?

Mohamed AMEUR : Le domaine des Marocains du Monde est transversal et interpelle les institutions publiques, le gouvernement, le secteur bancaire, mais aussi une pluralité d'acteurs. Et c'est normal. Mais c'est vrai qu'aujourd'hui, compte tenu des enjeux et de l'urgence, nous sommes tous appelés à travailler dans un minimum de coordination et de cohérence. La coordination n'est pas un travail facile et ne se décrète pas. La coordination, la synergie, la cohérence... est un processus de longue haleine qui a besoin de la durée pour s'installer. Je pense que, compte tenu du temps que nous avons au niveau du ministère (2 ans), nous avons quand même réalisé des coordinations importantes avec les organisations en matière de convergence des politiques et des programmes. Mais il reste un important effort à déployer pour être à la fois à la hauteur, mais aussi répondre aux acteurs eux-mêmes.

F.N.H. : Peut-on avoir une idée sur les résultats des dispositifs mis en place en amont pour sensibiliser les Marocains du Monde à investir ?

M. A. : Depuis un peu plus d'une année, dans le cadre du Comité de veille stratégique, le Maroc a mis en

place un dispositif original pour accompagner les Marocains du Monde en matière d'investissement dans l'immobilier, mais aussi d'une manière générale, notamment à travers la création du Fonds MDM Invest qui accorde un certain nombre d'avantages aux porteurs de projets MRE. Nous avons pris également, au cours des deux dernières années, un certain nombre d'initiatives en tant que ministère. Nous avons signé un programme pour

“ Nous avons besoin d'un minimum de coordination entre l'ensemble des dispositifs existants et entre l'ensemble des initiatives portées par les uns et les autres. ”

accompagner les porteurs de projets avec l'AFD. Notre souhait est de pouvoir accompagner 3.000 porteurs de projets dans les prochaines années. Nous avons aussi signé un programme de dimension territoriale avec l'Agence du Sud et le PNUD pour soutenir les MRE originaires des provinces du Sud. Donc, il y a une multitude d'initiatives qui sont animées à la fois par le ministère et par d'autres acteurs. Mais nous avons besoin d'un minimum de coordination entre l'ensemble des dispositifs existants et entre l'ensemble des initiatives portées par les uns et les autres.

F.N.H. : Les avis divergent quant à l'impact des MRE sur l'investissement immobilier. Jusqu'à quel degré peut-on s'assurer de la véracité de ces propos, sachant que nous ne disposons pas d'une étude sur la contribution effective des MRE dans le développement économique de notre pays ?

M. A. : Il n'y a pas de divergence, mais il y a aujourd'hui un débat. Nous avons des éléments, mais nous n'avons pas de connaissance très précise sur la contribution des

Marocains du Monde dans le développement. Le résultat est là. C'est en fait grâce à une grande partie de leur contribution que le Maroc a fait des progrès, aussi bien sur le plan économique que social. Mais je pense qu'aujourd'hui, nous avons besoin d'une connaissance minutieuse de leur contribution. C'est un chantier que nous allons ouvrir dans les prochains mois.

F.N.H. : Depuis l'éclatement de la crise, nous avons constaté que les transferts des MRE ont baissé. Mais, bizarrement, dans un pays comme l'Espagne, avec un taux de chômage de

20% des MRE, nous avons remarqué que les transferts n'ont pas diminué. D'où la question : qui sont ces MRE ? Disposons-nous d'une banque de données ?

M. A. : Sur le plan des transferts, nous avons des données très précises. Les banques disposent d'une banque de données très précise. Globalement, les transferts ont terminé l'année avec une régression de 5%. Depuis janvier 2010, nous assistons à une reprise et pour les six premiers mois, il y a eu une augmentation de plus de 10%. Il y a certains pays qui ont été affectés plus que d'autres, tels que l'Espagne et l'Italie. Donc, les transferts de l'Espagne ont diminué en 2009 de plus de 20% et c'est tout à fait normal parce que c'est un pays qui a souffert et qui continue à souffrir de la crise économique. Nous avons plus de 120.000 Marocains au chômage dans ce pays. Mais les transferts ont augmenté dans d'autres pays. La reprise est également due à celle économique enregistrée dans ces pays.

F.N.H. : Au moment de la crise, vous avez pris un certain nombre de mesures pour accompagner les MRE.

M. A. : Le message que l'on a voulu passer est le suivant : ces MRE qui étaient avec le Maroc, le Maroc est aujourd'hui avec eux. C'est vrai que les déficits sont énormes. On ne peut pas prétendre que l'on peut apporter des solutions à tous les problèmes. Mais je pense qu'on a le devoir d'être présent avec tous ou toutes celles qui souffrent et d'essayer de les soulager. Nous avons lancé un certain nombre d'actions qui sont modestes, mais qui sont très appréciées au sein de la communauté.

F.N.H. : L'expérience mexicaine s'avère intéressante : 1\$ pour 1\$ Investi. Est-ce qu'un tel dispositif ne pourrait pas avoir sa raison d'être chez nous ?

M. A. : Le dispositif MDM Invest est inspiré du dispositif mexicain. Nous sommes en train de tester ce dispositif, mais c'est en fonction des résultats que nous allons le perfectionner et l'adapter. ■